



# EESC Info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

January 2022 | FR

## [TGV2/E7: 2022, Année européenne de la jeunesse: l'action pour le climat devrait être le point de départ de l'autonomisation des jeunes](#)

Au commencement de l'Année européenne de la jeunesse, nous demandons à trois responsables leur souhait le plus cher pour cette année. Tous estiment qu'un siège pour les jeunes à la table où les adultes prennent des décisions capitales pour le climat serait la véritable mesure de la réussite. Pour **Adélaïde Charlier**, l'une des meneuses du mouvement de grève scolaire en faveur du climat, cela ne fait aucun doute: l'Année européenne de la jeunesse ne peut échouer dans ce domaine, tandis que **Cillian Lohan**, vice-président du CESE, et **Virginijus Sinkevičius**, commissaire européen chargé de l'environnement, félicitent la jeunesse européenne d'avoir organisé ces manifestations révélatrices, qui ont permis de propulser ce sujet brûlant en tête des préoccupations de l'Union européenne.

Available Languages:

ES

BG

CS

DA

EN

DE

ET

FR

EL

GA

HR

IT

LV

LT

HU

MT

# ÉDITORIAL



## Trouver ensemble l'énergie pour renouer avec l'optimisme et l'espoir

Avant tout, je tiens à faire part de ma tristesse suite au soudain décès du président du Parlement européen, David Sassoli. En mai 2020, le président Sassoli avait fait observer que la pandémie nous a montré que l'UE dispose d'une «grande ressource», à savoir «sa société civile». Il sera très regretté.

Cela fait maintenant deux ans que nous avons entendu parler pour la première fois de la COVID-19. Suite aux premiers signalements d'un virus susceptible de devenir une pandémie mondiale, je suis certain que nous ne nous attendions pas à être encore inquiétés par ce virus en 2022.

Une nouvelle année commence et nous essayons une fois de plus de trouver l'énergie pour renouer avec l'optimisme et l'espoir.

La devise de la présidence française du Conseil de l'Union européenne «relance, puissance et appartenance» semble pertinente. Évoquant les trois axes de la présidence, le président Macron a présenté ses réflexions sur une Europe plus souveraine, un modèle européen de croissance et une Europe humaniste.

Même si nous avons hâte de laisser derrière nous les questions liées à la pandémie, les défis qui nous attendent sont considérables et nous devons y faire face quelle que soit l'évolution que connaîtra la situation sanitaire.

Une nouvelle priorité devra être accordée à la défense européenne, car les tensions qui se manifestent dans diverses régions du globe, proches ou lointaines, redonnent un caractère d'urgence à ces questions.

La coopération et la collaboration seront cruciales, comme en témoigne la conférence sur les Balkans occidentaux qui doit se

tenir en juin.

Le mois prochain, avec les présidents Charles Michel et Ursula von der Leyen, la France organisera un sommet qui réunira les dirigeants de l'Union européenne et de l'Union africaine. L'objectif de ce sommet est de reconstruire un New Deal économique et financier avec l'Afrique. La présidence française souhaite mettre en œuvre un programme dans les domaines de l'éducation, de la santé et du climat qui soit à la hauteur des défis auxquels fait face l'Afrique.

Cette année a déjà été désignée Année européenne de la jeunesse, et le rôle moteur joué par les jeunes dans les questions climatiques a montré le pouvoir d'action que peut avoir un groupe collectif de la société qui s'engage. Grâce au mouvement des jeunes, le programme environnemental figure au premier plan sur la liste des priorités politiques. Cette année, diverses propositions législatives traiteront en détail des difficultés liées à la manière de parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050. Il s'agit d'une tâche difficile qui engendrera des perturbations, mais c'est également la seule option qui nous reste après des années de retard dans l'action en matière de climat et d'émissions. Il est urgent de prendre des mesures, et les perturbations doivent être acceptées mais aussi gérées, afin de garantir l'équité de l'impact et la mise en place d'un soutien adéquat pour protéger les membres plus vulnérables de la société. Cette philosophie fait désormais partie de l'état d'esprit général dans le contexte d'une pandémie mondiale qui menace davantage la vie de certains groupes vulnérables.

Enfin, nous connaissons bien entendu les conclusions de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Au CESE, nous nous sommes engagés, avons organisé des manifestations et des consultations, et nous nous sommes efforcés de parvenir à faire entendre la voix des citoyens et des communautés de toute l'Europe. Il est essentiel que l'UE trouve et apporte sa touche personnelle et se connecte à toutes ces voix. Il reste à voir si la conférence sur l'avenir de l'Europe permettra d'y parvenir, mais le CESE restera un point de contact pour les citoyens, en veillant à ce que toutes les perspectives soient entendues dans les débats sur la définition de notre avenir commun.

**Cillian Lohan, vice-président du CESE**

## À VOS AGENDAS

31 janvier 2022, Bruxelles

**[Les matières premières critiques: un élément essentiel pour l'avenir de l'Europe](#)**

4 février 2022, Bruxelles

**[Un plan d'action renouvelé de l'UE contre le trafic de migrants \(2021-2025\)](#)**

11 février 2022, Bruxelles

**[Conférence sur les droits fondamentaux à l'ère du numérique](#)**

24 février 2022, Bruxelles

**Former l'Europe ensemble, événement sur la Conférence sur le Future de l'Europe, CESE**



## DROIT AU BUT!

**Dans notre rubrique «Droit au but», nous interrogeons des membres du CESE sur des avis importants qui ont des retombées sur la vie quotidienne dans l'Union.**

Nous donnons aujourd'hui la parole à **Stefan Back**, rapporteur de l'avis sur la «Révision du système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE), y compris le transport maritime et la réserve de stabilité du marché».



## STEFAN BACK: DÉFIS ET PERSPECTIVES LIÉS AU SEQE RÉVISÉ

**Le CESE considère la réforme du système d'échange de quotas d'émission comme l'une des propositions essentielles du paquet «Ajustement à l'objectif 55», dans le cadre de son objectif visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 55 % d'ici à 2030. À cette fin, le système d'échange de quotas d'émission a été rendu plus ambitieux et le nombre de quotas disponibles a été réduit. La proposition relative au SEQE souligne que tous les secteurs doivent contribuer à la réalisation des objectifs du paquet «Ajustement à l'objectif 55». Les émissions provenant des transports n'ont pas diminué depuis 1990 et sont donc prioritaires.**

La proposition vise à étendre le SEQE pour inclure le transport maritime, y compris les trajets vers et depuis l'UE, en plus de l'aviation qui était déjà incluse. Elle suggère de mettre en place un système distinct et parallèle pour le transport routier et les bâtiments, auquel prendraient part non pas les exploitants, mais les entreprises qui distribuent des combustibles fossiles. Pour les exploitants, le signal de prix envoyé est semblable à une taxe sur le carburant.

Il est à espérer que le SEQE révisé permettra de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, d'encourager la création de solutions neutres en carbone et de stimuler l'innovation.

Toutefois, cette réforme s'accompagnera également d'une hausse des coûts pour les secteurs qui font partie du SEQE, ce qui aura alors une incidence sur le niveau général des coûts.

L'industrie européenne pourrait aussi s'en trouver affaiblie, à moins que d'autres pays ne suivent l'exemple de l'Union.

Le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) a pour objectif de s'assurer que des produits bon marché fabriqués dans des conditions moins rigoureuses ne puissent pas concurrencer les produits commercialisés sur le marché de l'UE. Cependant, il ne couvre pas tous les secteurs qui incluent des services, comme le transport, et ne favorise pas non plus l'exportation de biens et de services.

C'est pourquoi il est essentiel que d'autres pays se laissent convaincre par la diplomatie climatique de l'Union et suivent son exemple.

La hausse des coûts risque également d'engendrer une certaine précarité dans les domaines de l'énergie et de la mobilité.

La transition vers une société sans carbone nécessitera de former la main-d'œuvre aux nouvelles exigences en matière de compétences par des programmes de reconversion et de perfectionnement.

Le paquet propose de résoudre les problèmes liés à la transition au moyen de différents instruments: le Fonds pour la modernisation, le Fonds pour l'innovation et le Fonds social, qui seront largement financés par les recettes du SEQE et du MACF. Toutefois, si les propositions sont adoptées, ces fonds ne suffiront pas à alimenter les investissements considérables nécessaires à la transition.

Les secteurs du transport routier et du bâtiment, ainsi que le transport par voie d'eau intérieur de l'UE, relèvent également du règlement sur la répartition de l'effort, ce qui signifie que les réductions de leurs émissions de CO<sub>2</sub> dans le cadre du SEQE seront prises en compte dans les quotas de réduction des États membres.

Mais ils risquent aussi de se voir imposer des restrictions supplémentaires si un État membre a besoin de réduire davantage ses émissions de CO<sub>2</sub>.

Le transport routier et maritime de marchandises pourrait être particulièrement affecté dans le cadre du SEQE, puisqu'il n'existe à ce jour aucune solution zéro carbone à un prix raisonnable pour ces secteurs.

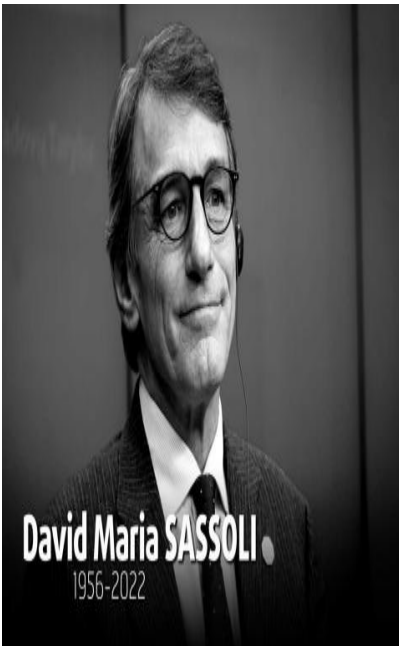
En conclusion, les principaux enjeux relevés dans l'avis du CESE sont les suivants:

- une augmentation des coûts qui affectera les secteurs de l'industrie et des services de l'UE, ce qui risque d'affaiblir la compétitivité sur le marché mondial;
- le risque de précarité en matière d'énergie et de mobilité;
- la nécessité pour les secteurs de l'industrie et des services de s'adapter;
- la nécessité de reconversion et de perfectionnement de la main-d'œuvre;
- la nécessité d'attirer les investissements nécessaires pour mener à bien la transition, étant donné que les fonds de l'Union, bien qu'utiles, seront loin d'être suffisants;
- la nécessité de convaincre les autres pays de suivre l'exemple, ce qui s'avère être un énorme défi pour la diplomatie climatique de l'Union européenne.

La société civile organisée soutient fermement les objectifs du paquet de mesures proposé. Toutefois, pour assurer son succès, il est important de soulever les problèmes sans attendre et d'y trouver des solutions adéquates.

De toute évidence, les difficultés sont de taille, mais si nous parvenons à les surmonter, nous pourrions retirer des bénéfices colossaux d'une Union européenne qui ouvre la voie à un monde neutre en carbone. Moyennant les investissements appropriés et un traitement adéquat des questions sociales, nous sommes capables de mener cette transition.

**Stefan Back, membre du CESE**



## LUCA JAHIER: HOMMAGE À DAVID SASSOLI, PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN, DÉCÉDÉ LE 11 JANVIER 2022

**Aujourd'hui, nous sommes tous accablés d'une immense tristesse, celle d'avoir perdu un ami, un journaliste qui avait laissé son empreinte, un homme politique raffiné comme on en rencontre peu, un grand Européen. On peut véritablement dire qu'il aura marqué l'histoire de l'Union européenne durant la pandémie, en maintenant ouvert le Parlement européen et en se tenant toujours aux côtés des plus faibles. Il aura eu aussi des initiatives d'une grande originalité, comme celle, lors de la première vague de la pandémie, d'évacuer l'un des bâtiments du Parlement pour en faire un lieu d'accueil et de prise en charge des femmes et des mères isolées touchées par la COVID.**

L'Europe a encore beaucoup à dire pourvu que nous trouvions, que vous trouviez, les mots pour le dire ensemble. Pourvu que nous sachions mettre le combat politique au service de nos concitoyens, et que le Parlement se tienne à l'écoute de leurs souhaits, de leurs craintes et de leurs besoins. Telle aura été la marque de son action politique, qui a caractérisé tout son mandat de président du Parlement européen, auquel il a été élu presque par surprise après le scrutin européen de 2019.

Il a su accorder les violons dans un Parlement plus clivé que les précédents, en assurant même à la présidente désignée, Ursula von der Leyen, une majorité plus large que celle de ses prédécesseurs, sur un programme politique profondément transformateur et entièrement guidé par les transitions nécessaires vers une Europe durable, innovante, fondée sur les valeurs et les droits, sociale et autonome sur le plan stratégique. Il a su jouer le rôle de la boussole quant ont été adoptées toutes les mesures requises pour faire face à l'urgence de la pandémie, en garantissant la plus large participation démocratique dans la prise de ces décisions urgentes qui ont changé le visage de l'Europe. Jusqu'à l'impulsion décisive, qu'il a rendue possible, grâce à laquelle les propositions du couple Macron-Merkel ont pu en quelques mois seulement prendre la forme du plus grand plan pour la reprise et la résilience de toute l'histoire de l'Europe. Grâce à un mouvement d'unité du Parlement européen rarement vu auparavant.

Il était un homme, un journaliste et un responsable politique bon et respectable. Il savait prendre la mesure des choses et aussi de sa propre position. C'était l'un des rares à qui ni l'image ni les hautes responsabilités n'avaient donné le (faux) sentiment d'être tout-puissant. David Sassoli avait fait de trois qualités innées qu'il possédait – la cohérence, la loyauté et la gentillesse – les trois armes maîtresses de sa vie et de son action politique. Ayant eu souvent affaire directement avec lui, je ne peux m'empêcher de me rappeler son sourire, et son regard qui cherchait toujours à nouer une relation personnelle avec chaque interlocuteur, car ils étaient vraiment la marque de son action et de son succès.

Il était un exemple pour nous tous, de ce sourire pour chacun et de cette douceur empreinte d'intelligence dans laquelle puiser l'énergie pour mener une action en commun, pour servir. Ses racines étaient celles d'un catholique démocrate, à la spiritualité vive et profonde, marqué par les figures de David Maria Turollo, dont il portait le nom, de Giuseppe Dossetti et de Giorgio La Pira, dont il a, comme journaliste, popularisé l'héritage.

De son ultime message, qu'il avait enregistré pour ses vœux de Noël quelques jours avant d'être à nouveau hospitalisé, je retiendrai les mots suivants: «C'est nous qui représentons l'espoir, quand nous ne fermons pas les yeux devant ceux qui sont dans le besoin, quand nous n'érigions pas de murs à nos frontières, quand nous combattons toutes les injustices, meilleurs vœux à nous et à notre espoir.»

Merci, David. Une pensée pour Sandra et tes enfants que tu aimais tant.

Luca Jahier

*Cet article a été publié sur le site italien Vita le 11 janvier 2022.*

**Luca Jahier**, journaliste italien, membre depuis 2002 du Comité économique et social européen, qu'il a présidé de 2018 à 2020.

---

«UNE QUESTION À ...»



## Une question à...

**Dans notre rubrique « Une question à... », nous avons demandé à Thierry Libaert, membre du CESE, de répondre à une question d'actualité qui attire constamment l'attention du public, à savoir la lutte contre la désinformation.**

**Thierry Libaert** est membre du CESE depuis 2010. Il fait partie du groupe «Diversité Europe». Il est l'auteur de nombreux livres et articles sur l'Europe, la communication, l'environnement ou encore les crises. Il est point de contact de la délégation française. Thierry Libaert est co-président de la catégorie «Consommateurs et environnement». (ehp)



## La lutte contre la désinformation doit devenir une urgence absolue

**CESE info: Vous êtes le rapporteur de l'avis, adopté par le CESE lors de sa session de décembre 2021, sur les orientations de la Commission européenne visant à renforcer le code européen de bonnes pratiques contre la désinformation. Dans quelle mesure la désinformation constitue-t-elle une menace pour la démocratie, et que doit faire la société civile et avec quels outils pour empêcher la propagation des «fake news»?**

**Thierry Libaert:** La désinformation est une menace pour les démocraties parce qu'elle fragilise la confiance que nous pouvons avoir envers les institutions publiques ou la parole scientifique. Entre une vérité complexe et une information fautive mais immédiatement compréhensible, nous préférons souvent l'information fautive. La désinformation n'est pas qu'une affaire de crédulité, elle est parfois opérée dans des objectifs géopolitiques de déstabilisation, notamment lors des élections.

L'axe essentiel de l'avis voté le 9 décembre 2021 consiste à demander à la Commission européenne d'agir plus fortement pour empêcher la désinformation d'émerger, et de ne pas seulement vouloir en réduire les conséquences. On pourra toujours essayer de circonscrire les effets d'un

incendie, mais il est plus utile d'empêcher les flammes d'apparaître.

Il y a de très nombreux moyens de lutter contre la désinformation. L'un d'entre eux est de s'attaquer à sa monétisation. Avec notre groupe de travail, nous nous sommes aperçus qu'il existait un vrai business de la désinformation. Parce qu'une information fautive circule en moyenne six fois plus vite qu'une information vraie, qu'elle est davantage partagée et commentée, elle crée davantage d'activité pour une plate-forme internet. De ce fait, celle-ci est davantage susceptible de recevoir des flux publicitaires. Il a été estimé que plus de 400 millions d'euros sont ainsi gaspillés chaque année.

Il faut éviter de penser que la désinformation ne serait que l'affaire des réseaux sociaux et des grandes plates-formes numériques. Les médias traditionnels ont également une responsabilité, notamment les chaînes télévisées d'information en continu où l'on voit défiler toute une série de pseudo-experts. Les médias doivent être plus vigilants sur la qualité réelle de leurs invités, une éducation aux médias doit se mettre en place pour permettre au public de mieux décrypter les propos tenus.

La lutte contre la désinformation ne doit aucunement servir de prétexte pour attenter à la liberté d'expression. L'éducation aux médias que nous recommandons a pour principal objectif de permettre à chacun de réellement faire la différence entre une donnée scientifique et une simple croyance ou opinion. Les partisans de Donald Trump aux États-Unis comme les populistes en Europe, notamment ceux qui au Royaume-Uni furent à l'origine du Brexit, ont bien montré le danger que représente la propagation des fausses informations pour nos démocraties.

La lutte contre la désinformation doit devenir une urgence absolue, tel est le message que notre Comité a voulu transmettre.

---

## DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



## L'invité-surprise

Chaque mois, dans notre rubrique «L'invité-surprise», nous vous présentons une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont perçus par d'autres comme une source d'inspiration.

En janvier, nos invités-surprises sont **Maria Demertzis**, directrice adjointe du think-tank européen Bruegel spécialisé en économie, établi à Bruxelles en 2005, et **Jean-Dominique Giuliani**, président de la Fondation Robert Schuman à Paris. La fondation, créée en 1991 après la chute du mur de Berlin, œuvre en faveur de la construction européenne. Ils nous décrivent les enjeux et les défis de la présidence française du Conseil de l'UE à un moment charnière de l'évolution de l'Europe.

**Maria Demertzis** est directrice adjointe chez Bruegel. Elle a travaillé auparavant à la Commission européenne et au département de recherche de la Banque centrale néerlandaise. Elle a également occupé des postes

universitaires à la Harvard Kennedy School of Government aux États-Unis et à l'université de Strathclyde au Royaume-Uni, où elle a obtenu un doctorat en économie. Elle a publié un grand nombre d'articles dans des revues universitaires internationales et a contribué régulièrement à l'élaboration des politiques de la Commission européenne et de la Banque centrale néerlandaise.

**Jean-Dominique Giuliani** préside la Fondation Robert Schuman à Paris depuis 2000. Ancien conseiller spécial à la Commission européenne, il a également été maître des requêtes au Conseil d'État, directeur de cabinet du président du Sénat René Monory (1992-1998), directeur à la direction générale du groupe Taylor Nelson Sofres (1998-2001) et président de l'Institut libre d'étude des relations internationales (ILERI) (2019-2021). Fondateur de J-DG.com – International Consultants, il est également membre du conseil de surveillance d'ARTE France. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'Union européenne, dont «La grande bascule – Le XXI<sup>e</sup> siècle européen» (2019), et codirige l'«Atlas permanent de l'Union européenne» (2021). Éditorialiste et contributeur régulier dans divers organes de presse, son expertise le conduit à s'exprimer fréquemment en France et à l'étranger sur les questions européennes, dont il est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes. (ehp)

---



## [Maria Demertzis: Un nouveau modèle pour la croissance en Europe](#)

**Alors que débutait la nouvelle année, la France a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne. Conçue d'emblée comme une présidence généralement ambitieuse, elle se centre autour d'un programme visant à explorer un nouveau modèle de croissance pour l'Union européenne. Il s'agit là d'une nécessité absolue en une époque de transformations radicales.**

**Sachant que la croissance dépendra toujours de ses principales sources que sont l'éducation et les compétences, l'esprit d'entreprise et la finance, ainsi qu'un État fonctionnel et doté d'institutions solides, parvenir à une croissance affirmée et soutenue exigera un triple changement de cap.**

**En matière d'action politique, c'est la coopération, et non la concurrence, qui est la clé pour obtenir de bons résultats.** Les notions de concurrence et d'égalité des conditions de concurrence inspirent la plupart des réglementations nationales et internationales en vigueur. Toutefois, l'apparition de géants mondiaux des technologies et l'irruption de la Chine sur les marchés mondiaux ont pour conséquence de compliquer fortement le contrôle du respect et le maintien de conditions qui garantissent une concurrence loyale pour tous. La notion d'égalité des conditions de concurrence suppose que nous soyons tous égaux. Même si nous voudrions que cela soit vrai, il est de fait que tous les pays ne se sont pas sur le même pied. Viser à l'égalité des conditions de concurrence, c'est tout simplement omettre ce fait. En revanche, la coopération et la coordination visent à obtenir des résultats que tous puissent accepter. Aussi la prise de décision doit-elle davantage se préoccuper de la manière de favoriser ces démarches.

Pour prendre un exemple en Europe, l'Union européenne a bien davantage à gagner si elle [coordonne](#) en son sein ses actions et si elle s'attache à réussir à parler d'une seule voix face au reste du monde. La réaction déterminée, prompte et réfléchie de l'Union européenne au cours de la crise pandémique, notamment si on la compare à celle à la crise financière, démontre bien toute l'efficacité de la coopération pour obtenir de bons résultats.

**Il faut écologiser et non écoblanchir.** Pour sa politique climatique, l'Union européenne s'est fixé, à raison, des objectifs sans nul doute incroyablement ambitieux. Toutefois, elle doit encore surmonter d'immenses [problèmes](#), notamment quant à sa propre sincérité lorsqu'il s'agit de [boire le calice jusqu'à la lie plutôt que de prêcher l'eau et boire le vin](#). À cet égard, la taxinomie qu'elle a récemment publiée et qui définit les critères des investissements véritablement écologiques constitue un exemple d'un instrument très important mais susceptible d'être contesté. De la même manière, la Banque centrale européenne, un acteur de poids dans ce domaine, a placé à juste titre l'écologisation de la politique monétaire parmi ses principaux objectifs. Toutefois, elle ne dispose pas des instruments nécessaires pour y parvenir et elle n'est d'aucune manière en position de supporter [le coût d'un échec](#) dans la réalisation des objectifs en matière de

climat sans mettre en péril ses autres objectifs financiers. De même, si l'Union connaît quelque succès à écologiser sa production, elle est bien loin d'écologiser sa consommation. Sa tentative, qui est sur le point d'aboutir, de taxer les importations polluantes constitue une avancée dans cette direction, mais il conviendra de s'assurer qu'elle ne barrera pas l'accès des pays les plus pauvres au marché de l'Union européenne. C'est là un équilibre très délicat que l'Union européenne devra trouver, compte tenu de la force évidente des incitations à l'écoblanchiment.

**Il est temps de s'allier avec «ceux qui ne partagent pas nos valeurs».** Trop souvent circule l'idée que nous devons, pour affronter des problèmes mondiaux, forger des alliances stratégiques avec ceux qui partagent nos valeurs. Poussée par le désir de progresser, ce qui est d'une certaine manière compréhensible, l'Europe se doit de parler avec ceux qui pensent et parlent comme elle. L'idée serait ici de lui permettre de peser davantage et donc de disposer d'un plus grand pouvoir de négociation pour traiter avec ceux qui ne partagent pas ses valeurs. Toutefois, lorsqu'il s'agit de résoudre des problèmes à l'échelle mondiale, les alliances stratégiques partielles qui réussissent à se mettre d'accord doivent ensuite communiquer l'objet de leur accord au «camp d'en face». Et précisément, ceux du camp d'en face de ces alliances n'apprécient guère d'être mis au pied du mur face à des accords «à prendre ou à laisser». Pour ce qui est des biens publics mondiaux, tels que le climat, tout le monde doit trouver quelque chose «à gagner» dans les négociations et contribuer à hauteur de ses capacités. Si nous entendons obtenir des avancées durables, il importe au plus haut point de nouer le dialogue avec les parties qui ne partagent pas nos valeurs.

Il est nécessaire de corriger quelque peu le cap pour résoudre les problèmes aussi bien mondiaux que nationaux. Nous ne pouvons plus nous permettre d'en rester à une «concurrence parfaite», à de bonnes intentions, à moins, en définitive, de ne plus parler qu'à ceux qui pensent comme nous. Espérons à cet égard que 2022 sera l'année où nous franchirons cette étape supplémentaire.

*Maria Demertzis, directrice adjointe de Bruegel*

---



## Jean-Dominique Giuliani: 2022 : Un moment opportun pour une relance active

**L'Union européenne progresse à chaque crise. Face au virus, elle a su se mobiliser sur le double plan sanitaire et économique. Jamais depuis longtemps l'esprit de coopération entre les Etats membres n'avait produit aussi vite des résultats tangibles. Les vaccins sont là et s'exportent aussi vers les Etats tiers qui en ont besoin. Le soutien massif à l'économie produit ses effets et incite les esprits à repenser la gouvernance économique de l'Union. La Banque centrale européenne a démontré une nouvelle fois son rôle de bouclier et de protecteur des Européens en permettant d'abonder les circuits financiers mis sous tension.**

L'Union doit tirer parti de sa réactivité pour poursuivre sa mutation.

Elle fait face à deux enjeux considérables, peut-être même vitaux : sa prospérité et sa sécurité. Elle doit adopter des règles de fonctionnement de son économie adaptées aux défis de la transformation numérique et écologique. Elle peut mobiliser des moyens importants en mutualisant le recours aux marchés pour investir dans l'avenir. La dette commune ne doit pas lui faire peur s'il s'agit d'investir et donc de se projeter dans une nouvelle économie. Elle n'a pas de retard dans l'identification de ses besoins ; elle doit accepter une révision de ses principes de gouvernance économique.

Sa sécurité est désormais menacée par des puissances révisionnistes à ses frontières, qui ne sont pas en mesure de rivaliser avec sa puissance économique et chercheront donc tous les prétextes pour l'inquiéter, la déstabiliser et donc la combattre. Forte de leurs principes pacifiques, les Européens doivent apprendre à préparer la guerre pour ne pas avoir à la faire. Gagner la guerre avant la guerre c'est manifester une volonté forte de gagner une véritable autonomie de pensée et d'action.

Si collectivement les Européens satisfont ces deux impératifs, ils marqueront une nouvelle ère de la construction européenne.

La puissance tranquille d'une Union européenne rassemblée pour relever les défis qui lui sont lancés constitue la meilleure promotion de son modèle de liberté et de solidarité. Solidaire de chacun de ses membres et organisant la solidarité entre toutes les catégories d'Européens, l'Union tient le flambeau d'un modèle société qui place la Personne humaine au centre de toute organisation sociale. Elle doit en être fière, l'assumer face à de nouveaux adversaires autocratiques qui le contestent. Pour cela elle ne doit avoir peur ni de la puissance ni de l'imagination créative en matière économique. Et savoir faire preuve d'audace. Alors l'avenir lui sourira.

*Jean-Dominique Giuliani: Président de la Fondation Robert Schuman*

---

# NOUVELLES DU CESE



## Faire de la reprise économique une réussite: le CESE souligne le rôle clé de la société civile organisée

**Le CESE et la Commission européenne doivent unir leur forces pour permettre à l'Europe de surmonter la pandémie et de consolider la reprise - et devenir une Europe prospère, socialement inclusive et durable sur le plan environnemental. Tel a été le principal message adressé par Christa Schweng, présidente du CESE, à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, et à Maroš Šefčovič, vice-président chargé des relations interinstitutionnelles et de la prospective, à l'occasion de la session plénière du mois de décembre au CESE.**

M<sup>me</sup> Schweng, se félicitant que de nombreuses propositions et recommandations du CESE, telles qu'exprimées dans la résolution du

Comité de juin 2021, aient été prises en compte dans le programme de travail de la Commission européenne pour 2022, a indiqué: «Nos priorités sont étroitement liées à celles de la Commission européenne, que nous continuerons à soutenir dans la mise en œuvre de ses objectifs ambitieux. Nous devons également veiller à ce que la société civile organisée se développe et s'épanouisse au sein d'une société ouverte et fondée sur des valeurs. Unissons nos forces pour faire de l'Europe une terre où il fait vraiment bon vivre et prospérer.»

M<sup>me</sup> von der Leyen, soulignant le travail accompli par le CESE, a quant à elle déclaré: «Le Comité nous a toujours soutenu et s'est toujours montré très résolu dans sa mission, qui est de faire entendre la voix des citoyens, la voix des entreprises, des travailleurs et des autres organisations de la société civile. Nous sommes et resterons des partenaires proches, tant pour la planification politique annuelle que pour l'élaboration de notre vision à long terme».

Faisant écho à ses propos, M. Šefčovič a remercié le Comité de sa coopération étroite avec la Commission européenne, en déclarant que celle-ci maintient «des liens très vifs entre les deux institutions» et en observant que «les membres du CESE sont les meilleurs ambassadeurs de l'Union européenne». (mp)

---



## Année européenne de la jeunesse 2022: les résultats doivent primer sur les effets d'annonce

**Le Comité économique et social européen (CESE) a applaudi à la proclamation de l'Année européenne de la jeunesse en 2022. Il a néanmoins signalé que cette initiative devra aller au-delà des simples effets d'annonce et contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la jeunesse en déployant des projets clairs et en suscitant la mobilisation. L'initiative doit toucher les jeunes les plus vulnérables et ceux des zones défavorisées.**

Pour y parvenir, le CESE a fait valoir, dans son [avis](#) consacré à l'Année européenne de la jeunesse 2022, que l'Union européenne devrait mettre en place des indicateurs et des objectifs clairs, centrés sur les politiques en faveur de la jeunesse et des interventions dans divers secteurs, de sorte que les actions qui seront organisées ne deviennent pas une fin en soi.

«Le CESE est enthousiaste à la perspective de s'engager dans une démarche positive pour l'Année européenne de la jeunesse 2022. *Nous voulons qu'elle produise des résultats concrets pour les jeunes en Europe, dans les domaines de l'action publique qui ont un impact sur leur existence*», a indiqué le rapporteur de l'avis, **M. Michael McLoughlin**.

Le CESE a cependant fait part de sa préoccupation face à un programme et des priorités manifestement chargés, qui prévoient un très grand nombre d'engagements et de multiples renvois à d'autres initiatives, enveloppes budgétaires et domaines d'action.

«Il importe que la proposition fasse preuve de clarté et de précision. Parfois, le mieux est l'ennemi du bien et l'on peut craindre qu'une longue liste de domaines d'action et de responsabilités partagées puisse porter préjudice à l'accent mis sur les effets, la responsabilité et les résultats», a fait valoir M. McLoughlin.

Le CESE marque son accord avec le calendrier et le contexte dans lequel décision a été prise de proclamer 2022 l'Année de la jeunesse. La crise de la COVID-19 a imposé un tribut particulièrement lourd aux jeunes et aura des répercussions durables sur leur éducation, leurs bien-être social, leurs finances et leur santé mentale. Toutefois, le CESE craint que la proposition n'ait été élaborée dans la précipitation.

De ce fait, les importantes initiatives liées à la jeunesse risquent de prendre davantage la forme d'annonces politiques médiatisées que d'évolutions systématiques sur le long terme.

Le rythme imposé représente aussi un défi pour la mise en œuvre de l'Année européenne au niveau national, car les délais impartis aux autorités nationales pour mettre en place des actions dans les différents États membres sont extrêmement courts, et celles-ci pourraient également rencontrer des difficultés pour financer les coûts liés aux actions envisagées au titre de l'opération.

C'est la raison pour laquelle le CESE préconise un budget total de 10 millions d'EUR au lieu des 8 millions d'EUR proposés et d'allouer deux millions de cette somme à la coordination au niveau national. Cela est nécessaire pour garantir un impact suffisant et encourager la participation. (II)



## La lutte de l'UE contre la désinformation doit cibler ceux qui la propagent et protéger les droits fondamentaux

**Dans un récent avis, le CESE demande de cibler davantage les personnes et les organisations qui sont à la source de la désinformation, en adoptant une approche préventive plutôt que palliative.**

La pandémie de COVID-19 a révélé au grand jour la menace que représente la désinformation. Dans ce contexte, à la suite d'une évaluation critique, la Commission européenne a publié en mai 2021 des [orientations](#) visant à renforcer le [code européen de bonnes pratiques contre la désinformation](#), afin de créer un espace en ligne plus sûr et plus fiable.

Dans un [avis](#) élaboré en réponse à cette démarche, le CESE affirme que la Commission met trop l'accent sur le contenu et la manière de le modérer, et pas assez sur ceux qui sont à l'origine de sa propagation.

«Le contenu change en permanence et les plateformes utilisées évoluent, mais les principaux acteurs restent fondamentalement les mêmes et les motivations ne changent pas», affirme **Thierry Libaert**, rapporteur de l'avis.

Le CESE constate que la désinformation est une activité qui a le vent en poupe, et il se félicite que la Commission cherche prioritairement à entraver sa capacité à générer des revenus. Une information fausse circule six fois plus vite qu'une information vraie, elle est plus souvent likée et partagée, crée plus d'activité et retient davantage l'attention, générant ainsi plus de visiteurs et donc d'intérêt et de recettes publicitaires.

Comme l'a récemment révélé la lanceuse d'alerte Frances Haugen, ancienne salariée de Facebook, son employeur était loin de lutter contre ce phénomène et, au contraire, en avait fait une partie intégrante de son modèle économique.

Pour mieux lutter contre la désinformation à sa source, la Commission devrait envisager un «arsenal» d'outils économiques, juridiques et financiers plus contraignants qui vont au-delà des engagements volontaires des annonceurs en ligne.

«L'Union européenne doit se doter de plus de compétences pour pouvoir lutter effectivement contre la désinformation qui est répandue systématiquement par des pouvoirs hostiles souvent régis par les gouvernements de certains pays tiers, parmi lesquels la Russie et la Chine», soutient le rapporteur.

Les autorités nationales doivent être davantage soutenues par les services de renseignement, affirme le CESE, qui appelle dans le même temps à instaurer une coopération et un partage des connaissances à l'échelle de l'UE. Toutefois, étant donné la menace qui pèse sur la liberté des médias et les systèmes juridiques dans plusieurs pays de l'UE, la Commission doit veiller à ce que la lutte contre la désinformation ne serve pas de prétexte pour limiter les libertés publiques, et en premier lieu la liberté d'expression.

Pour les pays limitrophes de la Russie en particulier, la Commission devrait promouvoir de plus amples mesures ciblant les contenus produits dans d'autres langues que l'anglais et se concentrer davantage, outre les grands noms, sur des plateformes moins connues telles que VKontakte, Rumble, Odysee, Gab et Parler. Bien que leurs publics soient plus restreints, elles peuvent être moins transparentes et cibler plus facilement des groupes spécifiques.

Parce que de nouveaux réseaux apparaissent en permanence, parce que les moyens qu'ils utilisent sont de plus en plus sophistiqués (*deep fakes*), et parce que certaines applications se situent à la frontière entre plateforme et messagerie privée (Telegram), il y a lieu de contrer les nouveaux risques dès qu'ils sont détectés. (dm)



### [Le CESE demande à la Commission européenne de faire preuve de davantage d'ambition dans le cadre des efforts visant à orienter l'économie et les finances de l'UE vers la durabilité](#)

**Lors de sa dernière session plénière, le Comité économique et social européen a tenu un débat avec M. McGuinness, commissaire européen, sur la manière de parvenir à un système économique et financier européen plus vert, plus durable et plus numérisé.**

Plusieurs avis ont été adoptés en plénière, dans le but de contribuer à ouvrir la voie à une UE véritablement plus durable. Dans un avis d'initiative, le CESE propose d'élaborer une série de nouveaux indicateurs pour compléter celui du PIB et contribuer à la transition. Si le CESE, dans un autre avis, soutient l'objectif de réorientation des investissements, il

estime cependant qu'une grande partie des mesures proposées par la Commission européenne dans sa stratégie renouvelée en matière de finance durable semblent souvent trop hésitantes et méconnaissent le concept essentiel de durabilité sociale. Par ailleurs, la taxinomie de l'UE n'intègre pas les objectifs environnementaux et sociaux sur un pied d'égalité et laisse planer des doutes sur certaines activités économiques controversées. Enfin, dans un troisième avis, le CESE se félicite de l'idée d'une nouvelle norme européenne en matière d'obligations vertes d'application volontaire et formule des recommandations essentielles sur la manière de transformer cette norme en un instrument véritablement puissant afin d'aider à orienter les investisseurs vers des investissements dans des projets ayant une incidence positive sur l'environnement. (tk)



## Le bénévolat et le volontariat méritent une plus grande reconnaissance dans l'UE

**Le Comité économique et social européen (CESE) a invité l'UE et ses États membres à apporter un soutien systématique et réfléchi au bénévolat et au volontariat. Cela permettrait de reconnaître leur impact considérable sur le développement social de l'Europe et leur rôle crucial dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable des Nations unies et dans la promotion de l'inclusion sociale.**

Dans son [avis d'initiative](#) sur le bénévolat et le volontariat, le CESE a proposé que l'UE déclare 2025 «Année européenne des bénévoles et des volontaires», qu'elle élargisse les programmes de soutien au bénévolat et au volontariat aux personnes âgées et développe une méthode à l'échelle de l'UE pour collecter des données relatives au bénévolat et au volontariat que les pays et les organisations pourraient partager.

«L'avenir de l'Europe ne sera pas construit par des décideurs, des responsables politiques ou des organisations de la société civile, mais par des citoyens et des citoyennes, des bénévoles et des volontaires actifs – par des personnes qui consacrent leur temps libre au profit de la société», a déclaré **Krzysztof Pater, rapporteur de l'avis.**

Chaque année, en Europe, une personne sur cinq prend part à des activités de bénévolat et de volontariat. Selon une enquête récente, tous les ans, 25 % des jeunes Européens participent à une activité de bénévolat ou de volontariat organisée. Chaque jour, des bénévoles et des volontaires de tous âges et de tous horizons consacrent du temps à des activités au profit d'autres personnes ou de l'environnement, renforçant ainsi la société et œuvrant pour un avenir durable.

«Un soutien systématique et à grande échelle au niveau de l'UE et des États membres est nécessaire parce que l'impact du bénévolat et du volontariat est bien plus important que leurs coûts potentiels», a déclaré M. Pater. Selon les données disponibles, l'activité des bénévoles et des volontaires a une valeur économique réelle, représentant plus de 2 % du PIB dans de nombreux pays.

Depuis que s'est tenue, en 2011, l'Année européenne du volontariat, la question du bénévolat et du volontariat a progressivement disparu de l'agenda européen pour n'y apparaître que de façon sporadique: lors de la création des volontaires de l'aide de l'Union européenne et du corps européen de solidarité, et lorsque le bénévolat et le volontariat ont été inscrits parmi les thèmes prioritaires du programme «L'Europe pour les citoyens».

De l'avis du CESE, la contribution des bénévoles et des volontaires, ainsi que le bien-être et le sentiment de lien qu'ils éprouvent en retour, méritent une reconnaissance plus large. (II)



## Plans nationaux de relance: une occasion de résorber le chômage des jeunes

**Du fait de la pandémie de COVID-19, le taux de chômage des jeunes s'est envolé dans de nombreux États membres, avec en parallèle une hausse du nombre de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation (NEET). Dans un récent avis d'initiative, le Comité économique et social européen (CESE) fait valoir que les plans nationaux de relance représentent une occasion unique d'inverser cette tendance et de garantir un travail décent à tous les jeunes Européens.**

«Les plans nationaux pour la reprise constituent une occasion inédite qui doit être saisie selon une gouvernance inclusive appelant dialogue, ouverture et transparence», a déclaré la rapporteure de l'avis, **Nicoletta Merlo**.

Regrettant qu'«aucune consultation significative des partenaires sociaux, des organisations de jeunesse ou de la société civile organisée» n'ait eu lieu au cours de l'élaboration des plans nationaux de relance, M<sup>me</sup> Merlo a rappelé que le CESE demande que toutes ces parties prenantes soient associées à la mise en œuvre et au suivi de ces plans.

«De cette manière, nous pouvons préserver le dialogue social au niveau national, ce qui est essentiel pour garantir que les deniers publics soient dépensés à bon escient afin que nous puissions parvenir à une reprise inclusive», a-t-elle précisé, en ajoutant: «Nous voulons que les États membres créent des emplois de qualité et des services inclusifs pour les jeunes, en particulier ceux qui sont handicapés ou appartiennent à différents groupes vulnérables.»

Les plans devraient se concentrer sur le renforcement des compétences des jeunes qui en ont besoin, et l'accent devrait être mis sur les contrats à durée indéterminée et sur des conditions de travail décentes propres à limiter le risque que de nombreux jeunes travailleurs se retrouvent avec un emploi précaire, comme cela arrive souvent de nos jours.

Selon des chiffres récents d'Eurostat, une personne de moins de 30 ans sur six a perdu son emploi en raison des conséquences économiques de la COVID-19. Le nombre croissant de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation est particulièrement préoccupant, d'autant que leur situation s'est encore aggravée en raison du décrochage scolaire, de l'absence d'orientation appropriée, des pertes d'emploi et du manque de possibilités d'embauche.

L'une des solutions pour éviter que les jeunes ne quittent l'école prématurément consiste à promouvoir des stages de qualité, qui peuvent aussi aider les jeunes à s'intégrer plus facilement sur le marché du travail. Voilà pourquoi le CESE plaide en faveur d'une interdiction des stages non rémunérés et d'une rémunération décente pour tous les stagiaires. (II)



## Le CESE considère le partenariat de l'Union européenne et des États-Unis comme le point d'ancrage pour la démocratie, la paix et la sécurité

**Alors que la Chine et la Russie prennent l'offensive, un partenariat transatlantique renouvelé et fiable est la clé de voûte du maintien de l'ordre international et juridique et de la paix. Le CESE soutient l'idée d'une alliance des démocraties, en faisant en sorte que la société civile ait voix au chapitre pour défendre conjointement les valeurs et les droits universels.**

Dans l'[avis d'initiative](#) qu'il a adopté lors de sa session plénière de décembre, le CESE fait valoir que l'Union européenne et les États-Unis devraient être les garants de l'état de droit et des droits de l'homme pour tous, tout en mettant en relief l'importance des relations transatlantiques pour la place de l'Europe dans le monde.

**Christian Moos**, rapporteur de l'avis, souligne que «l'idée de droits humains universel continue de fédérer de larges pans de l'Union européenne avec les démocraties libres du monde, au premier rang

desquelles figurent les États-Unis d'Amérique».

**Peter Clever**, corapporteur, ajoute que «la nature universelle des droits de l'homme s'exprime dans l'engagement total de tous et de chacun pour soi-même à les appliquer. C'est ce qui en fait tout le prix puisqu'il s'agit du fondement du dialogue et de la compréhension».

À cette fin, le CESE souligne fermement que seule une société civile dynamique peut susciter l'enthousiasme envers ces valeurs communes et les préserver et il presse l'Union européenne de mettre en place une plateforme transatlantique de la société civile organisée, avec des points de contact en Amérique du Nord et en Europe. En outre, le dialogue transatlantique des sociétés civiles devrait s'articuler autour de toute une série de thèmes, notamment les droits civiques, la désinformation et l'action pour le climat.

Le CESE soutient résolument l'idée d'une alliance des démocraties et appelle l'UE à former un front uni avec les États-Unis et les autres démocraties du monde en vue de poursuivre une stratégie d'endiguement coopératif à l'égard de la Chine: un endiguement coopératif qui respecte et préserve les intérêts légitimes de la Chine mais qui réagit avec clarté et fermeté sur le plan diplomatique en cas de violation des droits, comme dans le cas des Ouïghours ou des manifestants de Hong Kong. (at)



## [Le CESE adopte un avis sur le paquet législatif «Lutte contre le blanchiment de capitaux».](#)

**La Commission européenne a présenté aux colégislateurs de l'Union et au Comité économique et social européen (CESE) son nouveau paquet législatif pour 2021 relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.**

Dans un avis adopté au cours de sa session plénière de décembre, le CESE soutient pleinement ces propositions, tout en faisant également valoir l'urgence d'appliquer ces mesures, et il met sur la table des propositions supplémentaires importantes. Le Comité soutient dans l'ensemble la création d'une nouvelle autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC). Il réitère également sa proposition de pacte européen pour la lutte contre les comportements qui portent atteinte aux principes éthiques et politiques de nos démocraties et nuisent aux biens publics, et il préconise de créer un nouvel organe

consultatif de la société civile axé sur la lutte contre le blanchiment de capitaux. Il est également urgent de mettre en œuvre le règlement sur les crypto-actifs. La Commission européenne devrait également presser tous les acteurs à agir d'urgence en ce qui concerne la transposition tardive et incomplète des précédentes directives relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux dans certains États membres. Il convient tout autant de mettre en place des mesures spécifiques pour surveiller les «sociétés-écrans». La Commission devrait aussi réfléchir à la manière d'étendre les mesures prévues aux canaux de blanchiment de capitaux qui se situent en dehors du système financier. Enfin, le CESE est fermement convaincu qu'il y a lieu d'établir une nouvelle liste, réaliste et exhaustive, des pays tiers à haut risque. (tk)



## [La transition écologique ne relève pas simplement de la rhétorique scientifique, c'est une question de survie](#)

La **conférence sur «La géopolitique du pacte vert»**, organisée par le CESE en collaboration avec le **Réseau de solutions pour le développement durable des Nations unies (SDSN)**, a mis en lumière les vastes implications géopolitiques du pacte vert, tant pour l'Europe que pour le reste du monde. Le CESE est prêt à jouer son rôle dans ce processus, en veillant à ce que la société civile s'approprie véritablement le pacte vert pour l'Europe.

Près de 30 ans après l'adoption de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, les émissions nocives pour le climat ont considérablement augmenté, comme le révèle le [rapport sur l'écart entre](#)

[les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions](#) publié en octobre 2021.

**Christa Schweng**, présidente du CESE, a insisté sur ce point: «Voilà pourquoi la transition écologique est une question de survie, tant pour l'Europe que pour le monde entier. La société civile organisée peut jouer un rôle crucial à cet égard. Nous ne devons pas oublier que la réussite de la transition écologique repose avant tout sur le soutien de nos citoyens.»

**Kadri Simson**, commissaire à l'énergie, a ainsi ajouté: «Nos relations avec nos partenaires sont appelées à évoluer. Tout le monde doit apporter sa pierre à l'édifice si nous voulons résoudre la crise climatique. La refonte du système énergétique fera naître de nouvelles relations.»

**Barbara Pompili**, ministre française de la transition écologique, a fait observer que le pacte vert et la transition écologique modifieraient profondément les relations internationales. L'Europe doit faire preuve d'autant d'ambition que possible pour réduire les émissions, préserver et restaurer la diversité biologique et lutter contre la pollution. La solidarité joue un rôle essentiel en vue de concrétiser le pacte vert et d'assurer une transition véritablement juste. L'accent devrait être mis principalement sur la transition écologique du secteur de l'énergie, et les actions géopolitiques de l'Union devraient donc concourir à réduire la volatilité des prix de l'énergie, en même temps que les risques liés à la promotion et à l'expansion de l'utilisation des énergies propres. L'autonomie stratégique ouverte requiert de nouvelles chaînes de valeur, dans lesquelles tous les développements doivent s'accompagner d'emplois locaux de qualité et de retombées positives pour les communautés locales. (at)

---



## Le dialogue mené grâce à la médiation de l'Union reste essentiel à la normalisation des relations entre le Kosovo et la Serbie

**La 51<sup>e</sup> réunion du comité de suivi «Balkans occidentaux» était consacrée à la résolution des conflits et à la normalisation des relations entre le Kosovo\* et la Serbie. Cette réunion, présidée par Ionuț Sibian, rassemblait d'éminents orateurs tels que des fonctionnaires européens, des experts des Balkans occidentaux, ainsi que des membres de la société civile issus des populations locales, tous convaincus que le dialogue mené grâce à la médiation de l'Union est la seule voie à suivre.**

**Miroslav Lajčák**, représentant spécial de l'Union européenne pour le dialogue entre Belgrade et Pristina et les autres questions régionales concernant les Balkans occidentaux, a fait le point sur le dialogue mené grâce à la médiation de l'Union et sur les défis connexes, regrettant que la discussion doive, une fois encore, se concentrer sur la résolution des conflits plutôt que sur la poursuite du processus de normalisation.

**Marko Prelec**, représentant du Crisis Group, a expliqué qu'il n'était pas réaliste de prétendre à un accord global entre le Kosovo et la Serbie pour le moment, puisqu'un tel accord impliquait une reconnaissance mutuelle.

**Leon Hartwell**, du Centre d'analyse des politiques européennes (CEPA), a déploré le sérieux manque de volonté politique pour mettre en œuvre les 30 accords déjà négociés par l'Union entre le Kosovo et la Serbie.

**Branislav Staníček**, du service de recherche du Parlement européen (EPRS), a souligné le rôle essentiel de la coopération transatlantique pour faire aboutir le dialogue de normalisation. Des représentants des organisations locales de la société civile de Belgrade, de Pristina et de Mitrovica-Nord ont insisté sur l'importance de créer les conditions requises pour combler le fossé ethnique entre les communautés.

\* Cette désignation est utilisée sans préjudice des positions sur le statut du Kosovo et se conforme à la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi qu'à l'avis de la Cour internationale de justice (CIJ) sur la déclaration d'indépendance du Kosovo. (at)



## Les actions relevant de l'«Ajustement à l'objectif 55» doivent garantir un équilibre entre équité, réduction des émissions et compétitivité

**Le Comité économique et social européen (CESE) a plaidé pour qu'une série de mesures soient prises afin que chacun soit consulté et bénéficie des propositions de la Commission concernant l'«Ajustement à l'objectif 55» qui visent à mettre l'Union sur la bonne voie pour que celle-ci réduise ses émissions de carbone de 55 % d'ici à 2030.**

*«La réalisation des objectifs révisés pour 2030, tels que proposés dans le paquet «Ajustement à l'objectif 55», aura une incidence inégale sur les régions et les collectivités partout en Europe. Il est donc de la plus haute importance que des mécanismes de solidarité adéquats soient intelligemment conçus et financés de manière adéquate, avec en ligne de*

*mire une transition socialement équitable, compétitive et verte», a déclaré **Cillian Lohan**, vice-président du CESE.*

### **Avis du CESE et conclusions communes**

Dans ses avis, soit au total à [vingt-deux avis](#), le CESE [soutient fermement le train de mesures en ce qu'il représente un moyen nécessaire pour accélérer la transition énergétique et atteindre la neutralité vis-à-vis du climat. Cependant, il insiste aussi sur le fait que les actions relevant de l'«Ajustement à l'objectif 55» doivent garantir un juste équilibre entre équité sociale, réduction des émissions et compétitivité.](#)

Recommandations communes de la part du CESE:

- Alors même que certains secteurs sont durement touchés par les mesures proposées dans le paquet, la transition vers une industrie écologique va engendrer des possibilités pour d'autres secteurs. L'objectif visé doit consister à garantir des actions équilibrées venant épauler les secteurs qui subissent les effets négatifs de la transition climatique.
- Des programmes de mise à niveau et de reconversion professionnelle destinés à la fois aux entrepreneurs et aux travailleurs sont également nécessaires pour garantir l'accès aux technologies les plus récentes et à des compétences numériques et durables.
- La mobilisation de la société civile est essentielle à la transparence et la responsabilité, de même que pour instaurer une politique équilibrée à l'échelle de l'Union propre à concilier l'ensemble des intérêts.
- Les partenaires sociaux et les organisations de la société civile concernées ont un rôle important à jouer, et il convient de les associer aux phases de planification et de mise en œuvre du paquet «Ajustement à l'objectif 55».

Il est vital que la transition ne laisse personne de côté, ce qui veut dire que les citoyennes et les citoyens doivent être placés au cœur de la transition écologique. (mr)



## Le plan de relance de l'Union doit contribuer à une transition juste pour les industries européennes à forte intensité de ressources et d'énergie

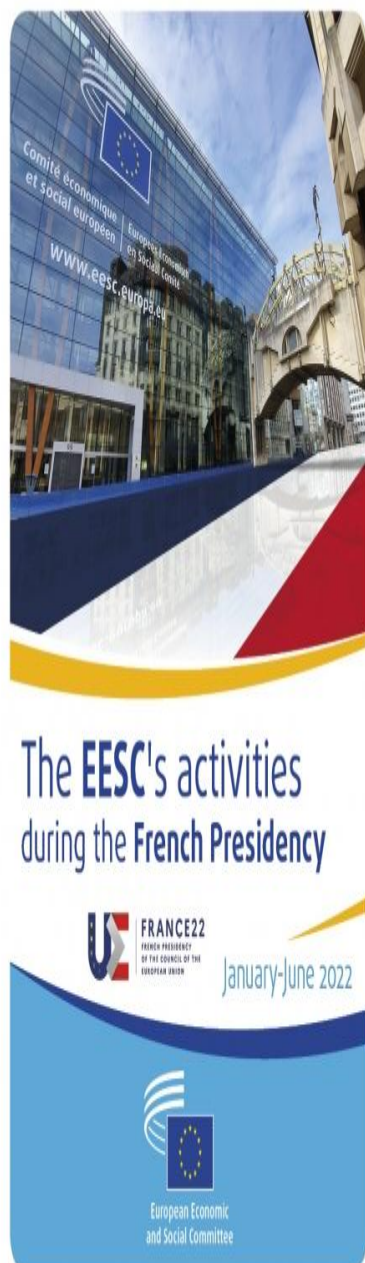
Le Comité économique et social européen a adopté [un avis d'initiative](#) qui a cherché à savoir «Comment les industries à forte intensité de ressources et d'énergie peuvent-elles tirer parti du plan de relance de l'UE dans le cadre de leur transition socialement acceptable vers la décarbonation et la numérisation?» Le CESE encourage la Commission et les autres institutions européennes à garantir des conditions de concurrence équitables au sein du marché unique, dans le but d'éviter une répartition des avantages dans l'industrie qui pourrait être déséquilibrée en fonction de l'approche adoptée par chaque État membre.

La production industrielle en Europe a été frappée de plein fouet par la pandémie, et si les entreprises européennes des secteurs à forte consommation de ressources et d'énergie étaient déjà dans une situation fragile, elles sont aujourd'hui confrontées à cette nouvelle crise inattendue. Dans le même temps, les entreprises européennes des secteurs à forte intensité de ressources et d'énergie font également face à la nécessité pressante de s'adapter aux objectifs politiques de l'Union en matière de lutte contre le changement climatique au travers de la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe.

*«La transition industrielle ne pourra pas être pas réalisée si la transition énergétique n'est pas mise en œuvre. La recherche et l'innovation ainsi que la mise en œuvre adéquate des plans de relance de l'Union sont cruciales dans la perspective d'[une transition juste](#), et dans le droit fil de l'objectif de [neutralité carbone](#). À cet effet, il sera essentiel de disposer de sources d'énergie à faible intensité de carbone, en quantité suffisante et abordables, qui rendent possible une production industrielle sobre en carbone»* a déclaré **Andrés Barceló Delgado**, le rapporteur.

*«Il faut permettre une transition équitable des industries à forte intensité de ressources et d'énergie. La facilité pour la reprise de l'Union et les plans nationaux pour la reprise et la résilience qui s'y rattachent doivent aboutir à la création et à la préservation d'emplois de qualité, associer les partenaires sociaux et soutenir les transitions professionnelles par la reconversion et le perfectionnement professionnels»,* a déclaré le corapporteur **Enrico Gibellieri**. (ks)

## Les activités du CESE durant la présidence française de l'Union européenne



**Une nouvelle brochure présente les principales activités et initiatives que le CESE va entreprendre pour soutenir les efforts de la présidence française de l'UE.**

**La présidence française du Conseil de l'Union européenne intervient à un moment décisif, alors que l'Union européenne est confrontée à de nombreux défis sanitaires sociaux, économiques et environnementaux.**

Parmi ses principales priorités figure l'ambition d'une Europe plus souveraine en matière de migration, de défense et de politique de voisinage, aux côtés d'autres objectifs majeurs, tels que l'édification d'un nouveau modèle européen conciliant les dimensions économiques, environnementales et sociales, ou le renforcement de notre sentiment d'appartenance commune, raison d'être du projet européen et enjeu au cœur de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Lors de sa présidence du Conseil de l'Union européenne, la France entend également accorder une attention particulière à la voix des jeunes, mis à l'honneur en 2022 avec l'Année européenne de la jeunesse.

Déterminé à coopérer étroitement avec la présidence française et à faire entendre la voix des organisations de la société civile européenne, le Comité économique et social européen se réjouit à la perspective d'œuvrer avec elle à la réalisation d'une Union européenne forte et proche de ses citoyens.

La brochure est disponible en EN, FR, DE sur le [site internet du CESE](https://www.eesc.europa.eu). Des exemplaires imprimés peuvent être demandés auprès de [vipcese@eesc.europa.eu](mailto:vipcese@eesc.europa.eu) (af)

---

## NOUVELLES DES GROUPES



Employers' Group Event on the Conference on the Future of Europe (CoFutE)

Setting out a New Vision for  
the Future of Europe

10 December 2021 | 9.30-13.00

Follow online and in EESC JDE62



## Définir une nouvelle vision pour l'avenir de l'Europe

Par le groupe des employeurs du CESE

**L'avenir de l'Europe est étroitement lié à celui de son industrie: les ambitions fortes qu'elle affiche nécessitent que ses entreprises soient vigoureuses et sachent innover, ayant à leur disposition les moyens de répondre aux impératifs de la transition numérique et écologique tout en stimulant la compétitivité de l'Union européenne.**

Telle est la raison pour laquelle, dans le contexte de la conférence sur l'avenir de l'Europe (CAE) qui se déroule actuellement, le groupe des employeurs a choisi d'organiser sa manifestation phare sur ces questions, en les examinant avec le concours de dirigeants d'entreprises qui font œuvre novatrice, de membres du CESE et de représentants des fédérations entrepreneuriales européennes, ainsi qu'avec la participation exceptionnelle d'Herman Van Rompuy, président émérite du Conseil européen. Sur la base des discours d'orientation prononcés par les principaux orateurs, des débats en table ronde, des observations formulées et des questions posées par le public, il a été possible de tirer les conclusions suivantes:

- 1. Réinsuffler espoir et optimisme dans le projet européen:** Alors que la pandémie continue à évoluer, la seule voie possible pour réussir à construire l'avenir en mieux est d'ajouter à l'équation un nouveau paramètre, à savoir un état d'esprit tourné vers l'entrepreneuriat.
- 2. Une Europe plus compétitive - favoriser la prospérité des générations d'aujourd'hui et de demain:** la conférence sur l'avenir de l'Europe devrait faire converger ses efforts vers un seul et unique but, celui d'obtenir des résultats tangibles dans le processus de reconstruction économique de l'après-COVID, de façon à garantir que l'Europe devienne le lieu le plus attrayant où créer des entreprises et les faire vivre et prospérer.
- 3. Tirer tout le parti possible du cadre institutionnel actuel:** L'Union européenne devrait exploiter pleinement l'encadrement qui régit actuellement le fonctionnement de ses institutions, car elle pourra ainsi atteindre bon nombre de ses objectifs sans qu'il soit nécessaire de modifier les traités.
- 4. Briser les cloisonnements: nouer des partenariats transsectoriels pour ouvrir la voie à l'innovation et à la croissance:** Dans un environnement mondial des plus fluctuants, un facteur essentiel pour enclencher l'innovation et la croissance au service d'un modèle de développement durable en Europe réside dans la capacité à constituer des réseaux de travail abattant les cloisons entre secteurs, pour donner naissance à des configurations réseautiques d'une grande souplesse qui, couvrant l'échelon local aussi bien que mondial, fédéreront les différents écosystèmes numériques.
- 5. Une coopération entre les pouvoirs publics et les entreprises pour la réussite de la double transition:** Afin d'accélérer la transition tant écologique que numérique, il y a lieu d'articuler les différentes initiatives en une seule et même politique cohérente.

6. **De nouveaux modèles durables d'activité:** L'avenir de l'Europe est étroitement lié à celui de son industrie et les fortes ambitions qu'elle affiche nécessitent que ses entreprises soient vigoureuses et sachent innover. Leur avenir sera fonction de leur capacité à s'adapter et à se réinventer, grâce à de nouveaux modèles d'activité, d'une plus grande durabilité.

7. **Des talents, systèmes éducatifs et compétences qui soient parés à affronter l'avenir:** L'enjeu que constituent les compétences et l'éducation implique une responsabilité partagée fondamentale, celle d'innover sur l'ensemble de l'écosystème, qui revêt une importance primordiale pour assurer la compétitivité de l'Europe et la réussite de sa transition numérique et écologique. Pour de plus amples informations sur la manifestation du groupe des employeurs du CESE et sa mobilisation à l'occasion de la conférence sur l'avenir de l'Europe:

Le compte rendu in extenso est disponible à l'adresse: <https://europa.eu/!76xuy6>.

Pour visionner l'enregistrement vidéo de la manifestation:  
<https://www.youtube.com/watch?v=xd9AWe1W3nE&t=1s>.

Lire le manifeste «Mettre l'Union en capacité d'agir»: <https://europa.eu/!qRGjVK>.

Site web de la manifestation, avec des informations complémentaires: <https://europa.eu/!Qxx7C9>. (dv/kr)



## Sortir de l'impasse liée aux brevets sur les vaccins contre la COVID-19

**Par le groupe des travailleurs du CESE**

**Alors que les Européens rentrent tout juste de leurs congés de fin d'année, une vague de cas de COVID-19 déferle sur le continent: dans le monde entier, le nouveau variant omicron entraîne une hausse exponentielle des contaminations. Néanmoins, la progression de l'immunité et les précédentes campagnes de vaccination, conjuguées à l'évolution naturelle du virus vers des variants moins létaux et moins agressifs, font que ces chiffres extrêmement élevés s'accompagnent d'une moindre proportion de formes graves, d'hospitalisations et de décès.**

Malgré cela, nos systèmes de santé sont à nouveau surchargés. Et si les pays riches présentent globalement des taux de vaccination très élevés, ce n'est pas le cas de nombreuses régions du monde, dont les systèmes de santé sont en outre moins préparés. La pandémie continue de faire des victimes dans le monde entier et frappe tout particulièrement les pays en développement, où le virus ne cesse de muter à un rythme alarmant. Ces mutations donnent parfois naissance à un variant plus modéré comme omicron, mais tel n'est pas toujours le cas.

Pour venir enfin à bout de cette pandémie, nous devons redoubler d'efforts en matière de vaccins. Ceux-ci ont pu être mis au point grâce à des percées médicales et scientifiques exceptionnelles, soutenues par des fonds publics qui se chiffrent en milliards: les vaccins doivent donc rester un bien public, dont le déploiement devrait être supervisé par des institutions démocratiques. Il est indispensable que les brevets sur les vaccins contre la COVID-19 et, plus largement, sur les produits et technologies de santé liés à la pandémie fassent l'objet d'une dérogation temporaire à l'accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC). Il y a un an, l'Inde et l'Afrique du Sud ont proposé une dérogation à cet accord pour faire en sorte que, pendant la pandémie, les droits de propriété intellectuelle ne puissent pas faire obstacle à la mise au point et à la diffusion en urgence, à des tarifs abordables et au profit de tous, des produits de santé liés à la COVID-19, et notamment des vaccins nécessaires pour lutter contre cette maladie. Au sein de l'OMC, plus d'une centaine de pays appuient déjà cette demande, mais l'Union européenne compte parmi les membres qui doivent encore exprimer leur soutien à la proposition de dérogation à l'accord sur les ADPIC pour les droits de propriété intellectuelle liés à la COVID-19, y compris pour les vaccins contre la maladie.

Si nous ne parvenons pas à convenir d'urgence d'une telle dérogation, quelques grandes entreprises pharmaceutiques auront le pouvoir d'empêcher les autres fabricants de produire des vaccins contre la COVID-19, ce qui freinera les efforts de l'Union pour intensifier sa production intérieure et entravera la fabrication de vaccins dans les pays en développement du monde entier. En prolongeant la pandémie, cette situation compromettra aussi la relance économique en Europe et dans le monde. Si la nouvelle vague, survenue à la faveur des congés de fin d'année, laisse entrevoir une endémisation qui permettrait de sortir de la pandémie, il reste encore un long chemin à parcourir. Et ce processus prendra beaucoup plus de temps et fera beaucoup plus de victimes dans le monde si une large part de la population n'a toujours pas accès aux vaccins. (prp)

---



## Une étude du CESE révèle une inadéquation entre l'engouement que suscitent le bénévolat et le volontariat et les possibilités réelles

Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

**Dans tous les États membres de l'Union européenne, des personnes souhaitent s'engager en tant que bénévoles ou volontaires, comme le confirme une récente étude du CESE concernant les «[Nouvelles tendances en matière de développement du volontariat dans l'Union européenne](#)». Toutefois, malgré l'engouement que suscitent le bénévolat et le volontariat, les taux réels de participation varient d'un État membre à l'autre, ce qui s'explique en grande partie par la diversité des traditions et des infrastructures en matière de bénévolat et de volontariat.**

L'étude met également en lumière deux tendances paneuropéennes en ce qui concerne les infrastructures du bénévolat et du volontariat. D'une part, de nouveaux acteurs s'impliquent davantage pour encourager le bénévolat et le volontariat et veiller à ce que les personnes qui souhaitent y prendre part puissent consacrer leur énergie à des possibilités de volontariat; d'autre part, le bénévolat et le volontariat spontanés sont de plus en plus fréquents grâce aux nouvelles technologies et aux médias sociaux.

L'étude suggère donc d'investir dans le développement de la participation des tiers et de supprimer les obstacles au bénévolat et au volontariat spontanés et individuels. Elle recommande également d'aider les organisations de bénévolat et de volontariat à mieux adapter les activités aux préférences des participants potentiels.

L'étude a été commandée par le CESE à la demande du groupe «[Diversité Europe](#)», dont les membres sont quotidiennement en contact avec des bénévoles et des volontaires et jouent un rôle crucial dans l'organisation

et le maintien des énergies bénévoles.

L'étude a été publiée en décembre, dans le contexte de la Journée internationale des volontaires et présentée en ligne lors d'une manifestation organisée par le groupe «Diversité Europe». Animée par **Kinga Joó**, vice-présidente du groupe «Diversité Europe», la conférence de presse s'est ouverte sur une introduction de **Séamus Boland**, président du groupe, suivie d'une présentation de **Lucas Meijjs**, auteur principal de l'étude, et de **Krzysztof Pater**, rapporteur du dernier avis du CESE intitulé «[Le volontariat: les citoyens construisent l'avenir de l'Europe](#)».

Pour de plus amples informations concernant l'[étude](#), l'[avis du CESE](#) et la [présentation de l'étude](#), veuillez consulter le site internet du CESE.

---

# SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



## 99 étudiants se retrouvent pour lutter contre les fausses informations

**Au cours des prochains mois, des élèves de plusieurs écoles secondaires venus de l'Europe entière vont lancer ensemble une réflexion avec pour but de trouver comment lutter contre la désinformation qui frappe notre continent. En mars prochain, ils sélectionneront les idées bénéficiant de la plus forte adhésion pour les présenter aux responsables politiques.**

«La vérité sur les mensonges. Les jeunes face au défi de la désinformation»: tel est le titre de la treizième édition de «Votre Europe, votre avis!» (YEYS), la manifestation phare du CESE à destination de la jeunesse.

561 établissements secondaires des 27 États membres de l'Union européenne et des 5 pays candidats (Albanie, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie, et Turquie) ont envoyé leur candidature pour participer à l'édition 2022 de [«Votre Europe, votre avis!»](#). Les inscriptions se sont clôturées le 2 décembre, et le 9 décembre 2021, les établissements participants (un par pays) ont été sélectionnés par tirage au sort. La [liste des établissements sélectionnés](#) est disponible sur le site du CESE.

Les sessions de débat auront lieu à distance les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2022. Au CESE, les préparatifs pour accueillir les quatre-vingt-dix-neuf étudiants et leurs enseignants référents sont déjà bien avancés.

À la mi-janvier 2022, les membres du CESE qui parrainent l'opération vont commencer leurs visites auprès des établissements partenaires pour préparer les sessions principales.

La manifestation vise à sensibiliser les jeunes aux dangers de la désinformation, et à encourager chacun(e) d'entre eux à s'engager davantage dans la lutte contre les fausses informations.

La manifestation «Votre Europe, votre avis!» sera l'un des événements phares qui vont marquer l'Année européenne de la jeunesse 2022. (ck)

---

## Les livreurs, des cow-boys modernes: exposition de photos



LES COW-BOYS MODERNES  
© Frédéric Stucin

**Le CESE accueille une exposition virtuelle de photos, œuvres du photographe français Frédéric Stucin, mettant en lumière les livreurs de produits alimentaires, personnages incontournables de la vie urbaine actuelle qui exercent une nouvelle forme d'emploi contournant souvent les dispositions européennes en matière de santé et de sécurité des travailleurs.**

L'exposition se compose d'une série de 20 clichés présentant des livreurs qui travaillent pour le compte d'Uber Eats, de Deliveroo et d'autres plateformes similaires.

«Ces livreurs, qui sillonnent la ville au pas de course de jour comme de nuit, à vélo ou en scooter, me rappellent ces cavaliers légendaires livrant le courrier pour le compte du Pony Express aux États-Unis», a déclaré **Frédéric Stucin**.

Les photos dépeignent également les conditions difficiles dans lesquelles ils travaillent: dehors par tous les temps, ils doivent attendre en dehors des restaurants, payer leurs propres frais de transport et leurs amendes, faire face à des plateformes qui ne leur témoignent aucune considération et à des clients difficiles, et vivre avec le risque d'être impliqué dans un accident.

Si les plateformes qui les emploient parlent de flexibilité et de liberté quant au choix des horaires de travail, ces travailleurs sont, pour beaucoup, privés d'un grand nombre de droits du travail les plus fondamentaux. On observe néanmoins quelques progrès: certaines plateformes proposent désormais des conditions légèrement plus favorables, tandis que les travailleurs eux-mêmes commencent à mettre en place certains mécanismes de soutien mutuel.

«J'ai voulu, par ces images, rendre hommage à ces hommes dignes et braves», a affirmé **M. Stucin**.

Les photos mettent en lumière les problématiques entourant cette légion grandissante de travailleurs atypiques, à l'heure où le CESE élabore un [avis sur le dialogue social comme outil en faveur de la santé et de la sécurité au travail](#), qui sera débattu durant la session plénière de janvier.

L'exposition, organisée dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'UE, se tiendra **du 15 janvier au 15 février 2022**. Vous pouvez la découvrir en cliquant [ici](#). (ck)

### Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)  
Daniela Marangoni (dm)

### Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)  
Chrysanthi Kokkini (ck)  
Daniela Marangoni (dm)  
Daniela Vincenti (dv)  
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)  
Jasmin Kloetzing (jk)  
Katharina Radler (kr)  
Katerina Serifi (ks)  
Laura Lui (ll)  
Marco Pezzani (mp)  
Pablo Ribera Paya (prp)  
Thomas Kersten (tk)

## Coordination

Agata Berdys (ab)  
Katerina Serifi (ks)

Technical support  
Bernhard Knoblach (bk)

## Adresse

Comité économique et social européen  
Jacques Delors Building,  
99 Rue Belliard,  
B-1040 Brussels, Belgium  
Tél. +32 25469476  
Adresse électronique: [eescinfo@eesc.europa.eu](mailto:eescinfo@eesc.europa.eu)

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.  
CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.  
La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.

01/2022